

# 1000 news

## La lettre aux administrateurs et délégués des sociétaires

### Édito



(1) Objectif de développement durable

Il y a quelques mois, nous avons ouvert *1 000 News* au Global Compact France, et plus précisément aux ODD<sup>(1)</sup> afin de vous les faire découvrir au fil des numéros. Aujourd'hui, nous vous présentons le 17<sup>e</sup> et dernier : « les partenariats mondiaux pour la réalisation des objectifs ». Pour que la grande ambition des ODD puisse être atteinte, une coopération et des partenariats mondiaux solides sont en effet indispensables.

Il est primordial que les gouvernements et les populations de tous pays prennent conscience de l'urgence d'agir pour transformer notre monde. Il reste encore beaucoup de chemin à parcourir et nous devons accélérer pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2030. Heureusement, les Français et les entreprises françaises se sentent de plus en plus concernés, comme le montrent trois enquêtes récentes.

Tout d'abord, le sondage annuel réalisé par les associations 4D et Wecf France sur la perception qu'ont les Français des ODD et de l'Agenda 2030. Ce baromètre montre que les personnes interrogées ont mis en place des changements dans leur quotidien et ont pris conscience des capacités d'évolution individuelle et collective pour réussir la transition vers des modes de vie durables.

Ensuite, l'enquête « Il est temps » menée auprès de 200 000 Français par Arte, le collectif On est prêt, Upian et Yami 2. Elle confirme la prise de conscience des Français face à l'urgence climatique et esquisse de nouveaux modèles sur notre conception du travail, nos modes et nos priorités. 79 % des Français classent l'environnement en tête des trois sujets qui les préoccupent le plus, loin devant le système éducatif (45 %) et le système de santé (33 %). 68 % disent pouvoir se passer de faire les magasins et plus de 80 % être heureux sans prendre ni voiture, ni avion.

Enfin, le 2<sup>e</sup> « Baromètre ODD et entreprises françaises 2020 » du Global Compact France dont AG2R LA MONDIALE est membre. Cette enquête révèle notamment que pour 90 % des répondants, les ODD permettent de redynamiser et d'apporter du sens à leur démarche RSE<sup>(2)</sup>. 70 % d'entre eux pensent que l'adhésion au Global Compact est un facteur d'engagement.

les  & nous 

**il est temps**



Réseau France

(2) Responsabilité sociétale des entreprises

<sup>(3)</sup> Déclaration de performance extra-financière

AG2R LA MONDIALE en est convaincu : AG2R et La Mondiale ont été parmi les premiers signataires du Pacte mondial des Nations unies en 2006. Un engagement actualisé en 2009 lors de la constitution du Groupe, et renouvelé, depuis, chaque année. Notre DPEF<sup>(3)</sup>, dont la deuxième édition vient d'être publiée, en rend compte.

Nous allons nous mobiliser, plus que jamais, aux côtés des Français et des entreprises françaises pour contribuer, à notre échelle, au développement durable de notre planète.

André Renaudin

- Pour écouter André Renaudin, invité de l'émission *L'éco des solutions* (RCF Radio) sur le thème : « L'entreprise doit-elle être le lieu de la solidarité de proximité et de l'épanouissement du lien social ? Ou bien faut-il réserver les questions de solidarité à la sphère privée? », [cliquez ici](#).
- Pour lire les résultats du baromètre « Les Français, les ODD et l'Agenda 2030 », [cliquez ici](#).
- Pour lire les résultats du baromètre « ODD et entreprises françaises », [cliquez ici](#).
- Pour découvrir les résultats de l'enquête « Il était temps », [cliquez ici](#).
- Pour consulter la DPEF d'AG2R LA MONDIALE, [cliquez ici](#).

## Sommaire

Conjoncture macroéconomique et financière	<a href="#">Page 3</a>
<i>Lettre Éco</i>	<a href="#">Page 4</a>
Retraite	<a href="#">Page 5</a>
Santé	<a href="#">Page 6</a>
Épargne	<a href="#">Page 10</a>
À noter	<a href="#">Page 10</a>
Actus Groupe	<a href="#">Page 13</a>
Cyclisme	<a href="#">Page 19</a>
Nomination	<a href="#">Page 18</a>
ODD	<a href="#">Page 20</a>
Agenda	<a href="#">Page 23</a>

<sup>(4)</sup> Source : Direction de la recherche

## Conjoncture macroéconomique et financière<sup>(4)</sup>

### Monde : la reprise intacte aux États-Unis, malgré l'épidémie

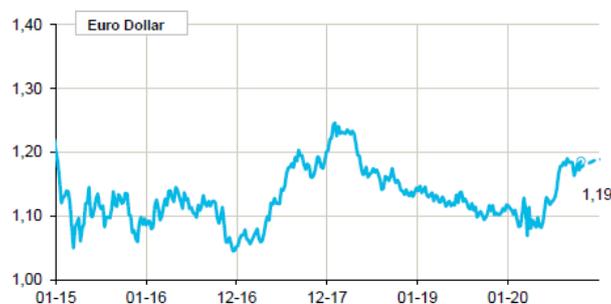
Aux États-Unis, l'épidémie de coronavirus n'a jamais vraiment connu de palier, et le bilan total des décès qui lui sont liés (691 par million d'habitants) approche celui du Royaume-Uni (733). Cependant, les autorités publiques n'ont pas pris de nouvelles mesures de restriction et la reprise économique poursuit son cours. Le nombre d'allocataires du chômage s'est réduit d'un million à 8,4 millions la semaine dernière. La construction est très dynamique depuis l'été, comme le souligne le rapport mensuel des Fed<sup>(5)</sup> régionales. Cette semaine, le Pib<sup>(6)</sup> est attendu en rebond de 32 % annualisé au troisième trimestre, après -31,8 %, soutenu par la forte reprise de la consommation (attendue à près de 39 %). L'inflation se redresse simultanément : elle est attendue à 1,7 % en glissement annuel en septembre, calculée par le déflateur des dépenses des ménages hors alimentation et énergie, après avoir connu un point bas à +0,9 % en avril. Sur l'ensemble de l'année, le Pib reculerait de 3,5 %, deux fois moins qu'en zone euro (-8 % attendu). Au Royaume-Uni, la courbe des décès liés au coronavirus s'infléchit à la hausse en octobre, après une longue pause, et les restrictions d'activité se multiplient. Cependant, l'économie résiste mieux qu'en zone euro : les indices de confiance PMI<sup>(7)</sup> d'octobre restent au-dessus du seuil d'expansion de l'activité, à 53,3 dans le manufacturier et 52,2 dans les services.

<sup>(5)</sup> Réserve fédérale des États-Unis

<sup>(6)</sup> Produit intérieur brut

<sup>(7)</sup> Purchasing managers index

### Taux de change



<sup>(8)</sup> Banque centrale européenne

### Zone euro : les marchés en attente d'un soutien supplémentaire de la BCE<sup>(8)</sup> face aux difficultés nouvelles

Cette semaine, le Pib de l'ensemble de la zone euro au troisième trimestre est attendu en net rebond (+43 % annualisé), après -14,1 % et -39,4 % respectivement aux premier et deuxième trimestres. La recrudescence de l'épidémie et le durcissement des mesures de restriction risquent cependant d'interrompre la reprise au quatrième trimestre. L'industrie est encore dynamique : l'indice de confiance PMI manufacturier a gagné 0,7 point à 54,4, tiré par l'Allemagne : +1,6 point à 58. Tandis que l'indice des services se dégrade : -1,8 point à 46,2 entraînant le PMI composite, qui a perdu un point à 49,4, en dessous désormais du seuil d'expansion de l'activité. Les prix

<sup>(9)</sup> Programme d'achats d'actifs d'urgence face à la pandémie

<sup>(10)</sup> Institut national de la statistique et des études économiques

Eonia : taux de référence du marché interbancaire de la zone euro  
 TEC 10 ans : taux à échange constant  
 SWAP 10 ans : contrat d'échange de taux d'intérêt  
 Pb : point de base

reculeraient en octobre (-0,3 % en glissement annuel), pour le troisième mois consécutif. Ceci s'explique par le déclin des prix pétroliers et la faiblesse persistante de l'inflation sous-jacente, attendue à 0,2 %. La BCE tiendra sa réunion de politique monétaire jeudi et devra se justifier d'être aussi loin de son objectif d'inflation de 2 %. Les marchés anticipent un renforcement de son PEPP<sup>(9)</sup> : la Banque pourrait décider d'attendre sa réunion de décembre avec la publication de ses nouvelles prévisions de croissance et d'inflation.

### France : la reprise menacée par la recrudescence de l'épidémie

Le Pib, qui s'est contracté de 21,5 % annualisé puis de 44,8 % sur les deux premiers trimestres de l'année, devrait rebondir d'environ 80 % au troisième trimestre. Cependant, la mortalité liée au coronavirus est repartie et le bilan (517 morts/million d'habitant) se rapproche de celui de la Suède, déclenchant de nouvelles restrictions, qui pèsent sur la confiance économique. En octobre, les enquêtes de confiance montrent un ralentissement de l'activité dû à la multiplication des mesures de restriction. L'enquête de l'Insee<sup>(10)</sup> indique une baisse de deux points du climat des affaires, avec une chute plus prononcée dans le secteur des services. L'indice qui était en hausse constante depuis avril, est retombé à 90, son niveau d'août et s'éloigne de sa moyenne de long terme (100). Les indices de confiance PMI illustrent la même tendance : l'industrie résiste. En effet, le PMI manufacturier a perdu 0,2 point à 51 et reste au-dessus du seuil d'expansion ; les services se dégradent encore de -1 point à 46,5.

### Évolution des marchés financiers

	Niveau	Variations	
	23-oct	Sur une semaine	En 2020
<b>Eonia</b>	-0,47 %	0 pb	-2 pb
<b>Taux 3 mois</b>	-0,51 %	0 pb	-13 pb
<b>TEC 10 ans</b>	-0,30 %	6 pb	-39 pb
<b>Swap 10 ans</b>	-0,25 %	5 pb	-46 pb
<b>Cac 40</b>	4 910	-0,5 %	-17,9 %
<b>Euro-dollar</b>	1,186	1,2 %	4,2 %

### Lettre éco

Dans le cadre de son partenariat avec Le Cercle de l'Épargne, AG2R LA MONDIALE vous adresse la *Lettre Éco*, l'hebdo réalisé par l'économiste Philippe Crevel et Sarah Le Gouez, Secrétaire générale.

Vous trouverez ci-après le lien vers les numéros datés du 17 et du 24 octobre :

[Numéro du 17 octobre](#)

[Numéro du 24 octobre](#)

## RETRAITE

### Les besoins de financement du système de retraite à horizon 2024

(11) Conseil d'orientation  
des retraites



Le Cor<sup>(11)</sup> a récemment publié une note d'étape adressée au Premier ministre. Selon les analyses de l'Institution, le système de retraite devrait connaître un déficit de 25,4 Md€ en 2020, contre 29,4 Md€ envisagés dans les estimations de juin dernier. Il pourrait également atteindre 10 Md€ en 2021, puis se creuser jusqu'à 13 Md€ en 2024. La crise sanitaire actuelle serait directement responsable d'un déficit de près de 21 Md€ en 2020, puis de 5 Md€ les années suivantes. La crise n'est cependant pas la seule raison à la dégradation de ces scénarios. En effet, la tendance au vieillissement de la population reste un problème de fond, puisque le ratio de cotisant par retraité passera de 1,7 en 2019 à 1,6 en 2030 et à 1,3 en 2070. Ces prévisions, basées sur les données disponibles à ce jour dans le cadre du PLFSS<sup>(12)</sup> 2021 et sur celles transmises par les régimes complémentaires à horizon 2024, restent incertaines selon le Cor.

(12) Projet de loi de  
financement de la Sécurité  
sociale

### Une étude sur les retraités de demain



L'institut BVA et le cabinet de conseil Yce Partners ont réalisé conjointement une étude portant sur les retraités de demain. Parmi les principaux enseignements de cette publication, les Français ont conscience de la nécessité de préparer leur retraite. Ainsi, 56 % des personnes interrogées jugent indispensable de se constituer une source de revenus complémentaire au-delà de la retraite obligatoire (retraite principale et complémentaire). Cette proportion atteint 67 % pour ceux qui gagnent moins de 1 500 € mensuels. Par ailleurs, 83 % des répondants ont l'intention d'épargner, 38 % épargnent déjà et 45 % épargnent en vue de la retraite. Deux objectifs principaux sont mis en évidence : pouvoir faire face à l'imprévu (51 %) et pouvoir faire face à ses dépenses courantes (49 %). Cette volonté de mettre de l'argent de côté est cependant variable en fonction de l'âge. La proportion de personnes interrogées qui n'ont pas l'intention d'épargner dans l'optique de leur retraite (17 %) atteint 52 % parmi les 30/35 ans. Adelaïde Zulfikarpasic, Directrice de BVA Opinion, affirme qu'« *avant un certain âge – autour de 35/40 ans – la retraite est un non-sujet. Entre 40 et 55 ans, elle devient un enjeu et bien souvent un sujet d'inquiétude* ».

[Retrouvez l'étude dans son intégralité en cliquant sur ce lien.](#)

(13) Association générale  
des institutions de retraite  
des cadres - Association  
des régimes de retraite  
complémentaire

### Les impacts de la crise sanitaire sur la perception de la retraite



À l'occasion de la 6<sup>e</sup> édition des Rendez-vous de la retraite, l'Assurance Retraite et l'Agirc-Arrco<sup>(13)</sup> ont mandaté OpinionWay afin d'interroger 2 000 actifs âgés de 50 à 62 ans sur leur rapport à leur future

retraite. Il ressort de cette étude que la crise sanitaire incite 50 % des personnes se situant à plus ou moins dix ans du départ à la retraite, à réfléchir davantage à leur retraite. Ainsi, 71 % des actifs seniors déclarent s'être posé des questions sur les conséquences possibles de la crise sanitaire sur leur retraite future. Deux questions principales émergent dans l'analyse de l'institut de sondage : le montant de leur retraite et le nombre d'années qu'il leur reste à travailler pour avoir une retraite suffisante. 84 % des sondés affirment que l'aspect financier pèse fortement dans le choix de leur départ à la retraite, avec notamment la volonté d'acquérir un pouvoir d'achat suffisant. Enfin, 74 % des actifs interrogés disent se soucier de l'impact que peuvent avoir sur leur retraite leurs choix de vie personnelle et professionnelle, et 70 % s'interrogent sur les possibilités de fin de carrière possible dans leur situation (retraite anticipée, progressive, carrière longue, etc.).

### **Prolongation de l'aide d'urgence de l'Agirc-Arrco destinée aux actifs**



L'aide mise en place par l'action sociale du régime de retraite complémentaire Agirc-Arrco vient d'être prolongée jusqu'au 31 décembre. Ce dispositif exceptionnel de solidarité a été conçu pour répondre aux éventuelles difficultés financières rencontrées par les actifs depuis le début de la crise sanitaire. Les salariés et les dirigeants salariés peuvent bénéficier de cette aide, d'un montant maximal de 1 500 €.

## **SANTÉ**

### **Taxe covid-19 : « un produit atténuatif des dépenses » selon le rapport de l'Assemblée nationale sur le PLFSS 2021**



Comme le précisent l'annexe 7 au PLFSS pour 2021 et le rapport de la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale mis en ligne le 21 octobre, la nouvelle taxe sur les complémentaires santé sera comptabilisée en tant que « produit atténuatif » de la CnamTS<sup>(14)</sup> et non en recette. En effet, la construction de l'Ondam<sup>(15)</sup> 2021, comme celle de l'Ondam 2020 rectifié, intègrent la « contribution exceptionnelle des Ocam<sup>(16)</sup> » en atténuation des dépenses d'assurance maladie, à hauteur respectivement de 1 Md€ pour 2020 et de 500 M€ pour 2021. Les Ondam 2020 et 2021 sont donc artificiellement minorés. Donc, sans cet effet : l'Ondam 2020 (rectifié, compte tenu de la crise) se serait élevé à 216,7 Md€ au lieu de 215,7 Md€, soit une progression de 8 % au lieu de 7,6 % et l'Ondam 2021 se serait élevé à 225,1 Md€ au lieu de 224,6 Md€, soit une progression de 3,7 % au lieu de 3,5 % (en partant d'une base 2020 de 217,8 Md€ et non 215,7 Md€, compte tenu de l'élargissement du périmètre de l'Ondam consécutif à la création de la cinquième branche).

<sup>(14)</sup> Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

<sup>(15)</sup> Objectif national des dépenses d'assurance maladie

<sup>(16)</sup> Organisme complémentaire d'assurance maladie

## Tous Anti-Covid, la nouvelle appli de traçage du Gouvernement



Le 22 octobre, le Gouvernement a lancé une nouvelle version de Stop Covid : **Tous Anti-Covid**. Toujours téléchargeable à partir du Bluetooth, elle intègre de nouvelles fonctionnalités : les utilisateurs ont accès à toutes les informations concernant l'évolution de l'épidémie, la carte des laboratoires à proximité, les temps d'attente et des conseils personnalisés. « *Si nous sommes suffisamment à télécharger cette application, cet outil peut être utile dans la lutte contre l'épidémie. Suffisamment, cela veut dire que nous devons être plusieurs millions à le faire. Les Britanniques et les Allemands sont entre 15 et 20 millions à l'avoir fait, il n'y a pas de raison qu'il n'en soit pas de même en France* », a déclaré Cédric O, Secrétaire d'État de la Transition numérique.

## Publication de deux guides pratiques sur les risques sanitaires en entreprise



Le ministère du Travail et l'Assurance Maladie-Risques professionnels viennent de publier deux guides pratiques sur la mise en œuvre du protocole national pour la santé et la sécurité en entreprise. L'un concerne les employeurs, l'autre les salariés. Ils seront distribués par les agents de l'inspection du travail lors de leurs contrôles ou visites et par les agents des Carsat<sup>(17)</sup> et Cramif<sup>(18)</sup>.

<sup>(17)</sup> Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail

<sup>(18)</sup> Caisse régionale d'assurance maladie d'Île-de-France

Retrouvez les deux guides, [en suivant ce lien](#).

## Bilan 2019 de la négociation collective



Le 12 octobre, le ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, a publié son bilan 2019 de la négociation collective. Après une baisse en 2018, l'année 2019 présente un regain d'activité de la négociation collective en matière de protection sociale complémentaire, corroboré par un nombre plus important d'accords examinés par la Comarep<sup>(19)</sup> (137 en 2019, contre 116 en 2018). La protection sociale complémentaire reste donc un sujet majeur de négociation collective de branche qui progresse de manière continue depuis 2017. En 2019, 80 780 textes ont été signés, soit une augmentation de 30 % par rapport à 2018 (62 050 accords conclus et 49 040 en 2017). Cette augmentation est plus soutenue dans les entreprises de moins de 50 salariés, du fait des ordonnances travail. 27 140 accords ont ainsi été conclus (contre 19 680 en 2018), dont presque la moitié dans les entreprises de moins de 21 salariés. Les petites entreprises négocient surtout sur le thème de l'épargne salariale (70 %), du temps de travail (15 %) ou encore des salaires (11 %).

<sup>(19)</sup> Commission des accords de retraite et de prévoyance

Retrouvez le bilan complet et des synthèses en [suivant ce lien](#).

## Préparation d'un nouveau plan national pour les soins palliatifs



Dans le cadre de la Journée mondiale des soins palliatifs le 12 octobre, Olivier Véran, ministre des Solidarités et de la Santé, a salué « *les efforts des équipes de soins palliatifs qui sont en première ligne durant la crise liée au covid-19, avec l'objectif de garantir à toute personne de recevoir les traitements*

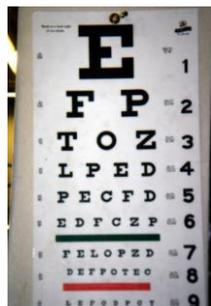
*et les soins adéquats pour soulager sa douleur, apaiser sa souffrance psychique, sauvegarder sa dignité et avoir l'assurance que son entourage soit également accompagné* ». Il a annoncé le lancement des travaux préparatoires à l'élaboration du prochain Plan national de développement des soins palliatifs et d'accompagnement de la fin de vie, qui se décline en trois axes à l'échelle des territoires :

- renforcer l'acculturation aux droits de la fin de vie et diffuser la culture palliative parmi les professionnels et intervenants ;
- diffuser les bonnes pratiques, garantir un haut niveau d'expertise en soins palliatifs et son accessibilité pour les acteurs, en s'appuyant sur la formation et les travaux de recherche ;
- déployer les prises en charge de proximité en renforçant les coordinations, en structurant des modalités d'intégration précoce des soins palliatifs et de l'accompagnement de la fin de vie.

Ces travaux seront fondés sur la base des préconisations de l'Igas<sup>(20)</sup>, des premiers enseignements de la pandémie et des réflexions menées par l'ensemble des acteurs de la prise en charge et de l'accompagnement.

<sup>(20)</sup> Inspection générale des affaires sociales

## 51 jours d'attente en moyenne pour un rendez-vous chez un ophtalmologiste



Selon la dernière étude réalisée par l'institut de sondage CSA pour le compte du Snof<sup>(21)</sup>, le délai d'attente moyen pour obtenir un rendez-vous chez un ophtalmologiste est réduit à 51 jours, soit 7 % de moins qu'en 2019. Quel que soit le motif (urgent ou non) et le canal utilisé (internet ou téléphone). Dans le détail, le CSA a testé deux scénarios : une demande de rendez-vous rapide pour cause d'apparition de symptômes et une demande pour un contrôle habituel. Ainsi, en 2020, il est plus facile de

rencontrer un ophtalmologiste pour un contrôle périodique sans urgence : 51 jours d'attente contre 68 en 2019. Pour un rendez-vous urgent, le délai moyen s'est allongé de 5 à 32 jours. L'institut note qu'un tiers des refus concerne les cas où le médecin ne prend plus de nouveaux patients ou redirige l'appel vers l'hôpital en cas d'urgence. L'étude révèle de fortes disparités régionales en 2020 : huit régions sur 13 voient leurs délais s'améliorer. La Bretagne passe de 126 à 47 jours pour un simple contrôle. En Normandie, l'attente est de 90 jours contre 135 l'an dernier. Dans deux régions, les délais se sont allongés de façon inexplicable : Bourgogne Franche-Comté (+ 60 jours) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (+12 jours). En

<sup>(21)</sup> Syndicat national des ophtalmologistes de France

Île-de-France, le délai moyen s'est allongé d'un jour (26 jours) pour un contrôle. « *En trois ans, le temps d'attente moyen a baissé d'un tiers* », rappelle néanmoins Thierry Bour, Président du syndicat.

### Élargissement de l'autorisation de tests antigéniques dans le cadre de l'épidémie

(22) Journal officiel



Dans un arrêté publié le 17 octobre au JO<sup>(22)</sup>, les tests antigéniques permettant de dépister rapidement le covid-19 sont désormais autorisés dans une « *situation de dépistage individuel* » par les médecins, pharmaciens ou infirmiers. Ils peuvent être pratiqués sur des « *personnes asymptomatiques,*

(23) Réaction en chaîne par polymérase

*hors personnes contact ou personnes détectées au sein d'un cluster* » ou sur des « *personnes symptomatiques* », mais seulement si un test RT-PCR<sup>(23)</sup> ne peut être obtenu avant 48 heures et si le test antigénique se déroule moins de quatre jours après les premiers symptômes. Par ailleurs, il faudra que les patients soient âgés de moins de 65 ans et qu'ils ne présentent pas de risque de contracter une forme grave de la maladie. Le ministère des Solidarités et de la Santé autorise également « *des opérations de dépistage à large échelle au sein de populations ciblées* ». Les tests antigéniques seront accessibles en pharmacie et chez les médecins, après des négociations tarifaires entre les laboratoires et l'Assurance Maladie.

### 2,4 Md€ supplémentaires pour les hôpitaux



Dans une interview accordée au quotidien *Les Échos*, Olivier Véran, ministre des Solidarités et de la Santé, a annoncé une rallonge budgétaire pour les hôpitaux afin de faire face à la crise sanitaire. Il a ainsi déclaré : « *nous ajoutons 2,4 Md€ supplémentaires pour 2020 sur l'Ondam, pour permettre aux établissements de*

*faire face à la deuxième vague avec tous les équipements nécessaires et de compenser financièrement leurs activités non réalisées* ». Après une hausse de 10 Md€ de l'enveloppe budgétaire dédiée à l'Ondam en 2020, cette nouvelle augmentation permettra d'ouvrir 4 000 lits à la demande dès le mois de décembre et de permettre une hausse des salaires des personnels hospitaliers.

### Aide de Mutame & Plus à ses adhérents pour l'achat de matériel de protection



Mutame & Plus a versé une aide préventive de 25 € à chacun de ses adhérents mutualistes pour faciliter l'achat de fournitures contre le covid-19. La mutuelle des personnes de la fonction publique territoriale a

également décidé de maintenir ses tarifs pour la quatrième année consécutive, afin de préserver le pouvoir d'achat de ses bénéficiaires.

## ÉPARGNE

### L'épargne collective au 30 juin 2020

<sup>(24)</sup> Association française de la gestion financière



L'AFG<sup>(24)</sup> a publié son enquête trimestrielle sur l'épargne salariale et l'épargne retraite d'entreprise collectif au 30 juin 2020. Selon l'association, les épargnants confirment leur intérêt pour l'ISR<sup>(25)</sup> et l'épargne solidaire. Parmi les principaux chiffres publiés, on note :

<sup>(25)</sup> Investissement socialement responsable

- 136,6 Md€ d'encours sur les plans d'épargne salariale et plans d'épargne retraite d'entreprise collectifs (-2 % sur un an) ;
- 20,5 Md€ d'encours en épargne retraite d'entreprise collective (+9 % sur un an) dont 4,8 Md€ sur les nouveaux Per<sup>(26)</sup> d'entreprise collectifs ;
- une progression de 7 % des encours pour les fonds ISR à 23,8 Md€ et +12 % avec 10,4 Md€ d'encours ;
- les versements en épargne retraite restent stables à 1,75 Md€ (+0,5 % par rapport à l'an dernier sur la même période).

<sup>(26)</sup> Plan épargne retraite

Plus de détails sur la publication de l'AFG en [suivant ce lien](#).

## À NOTER

<sup>(27)</sup> Caisse des dépôts et consignations

### Renforcement du programme d'investissement des assureurs et de la CDC<sup>(27)</sup>



Quatre mois après le lancement officiel du programme d'investissement « Assureurs – Caisse des Dépôts Relance durable France », le montant total de cette initiative se porte à

2,2 Md€, dont près de 2 Md€ proviennent des assureurs. Pour rappel, le programme s'articule autour de trois axes :

<sup>(28)</sup> Petites et moyennes entreprises

<sup>(29)</sup> Entreprises de taille intermédiaire

- le soutien aux PME<sup>(28)</sup> et ETI<sup>(29)</sup> en croissance au travers des fonds de place « NOV » ;
- la relance du tourisme avec un fonds de 38 M€ « Nov Tourisme Prêts non cotés » et le fonds « Nov Tourisme Actions non cotées Relance Durable France » pour renforcer les fonds propres des PME et ETI françaises du secteur du tourisme, de la restauration et des loisirs, fortement impactées par la situation sanitaire ;
- renforcer la souveraineté sanitaire avec 800 M€ investis dans les domaines de la recherche, des infrastructures, de la logistique et des services de santé. « Début juillet, la FFA<sup>(30)</sup> annonçait la composition du programme et son agenda. Quatre mois plus tard, certains fonds sont déjà en train d'être investis et nous avons déployé plus de la moitié du dispositif prévu, tout en renforçant le programme d'investissement pour finalement atteindre 2,2 Md€. Nous avons exprimé notre volonté de participer à la relance aux côtés des pouvoirs publics, et c'est la tâche à laquelle nous nous attelons, en jouant pleinement

<sup>(30)</sup> Fédération française de l'assurance

notre rôle dans le financement durable de l'économie », a déclaré Florence Lustman, Présidente de la FFA.

### Avancée sur le régime d'assurance public / privé



Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, et Alain Griset, Ministre délégué chargé des Petites et Moyennes Entreprises, ont reçu le 21 octobre à Bercy une délégation de professionnels menée par la FFA et à laquelle André Renaudin a pris part au nom d'AG2R LA MONDIALE. Suite à cette rencontre, Bruno Le Maire a annoncé des avancées sur la création d'un nouveau régime assurantiel, qui prendra en charge les pertes financières des entreprises en cas de fermeture administrative. Ce régime sera finalisé « *dans les prochaines semaines* », a précisé le ministre. Pour rappel, les travaux ont été initiés au mois d'avril dernier. Un groupe de travail a associé la FFA, Planète CSCA, le syndicat professionnel du courtage, Agea, la fédération des syndicats d'agents généraux, l'Apref<sup>(31)</sup>, l'AMRAE<sup>(32)</sup>, à des parlementaires, au Medef<sup>(33)</sup> et à la CPME<sup>(34)</sup>. L'objectif affiché était de poser les grandes questions qui définiront les contours du futur régime.

<sup>(31)</sup> Association des professionnels de la réassurance en France

<sup>(32)</sup> Association pour le management des risques et des assurances de l'entreprise

<sup>(33)</sup> Mouvement des entreprises de France

<sup>(34)</sup> Confédération des petites et moyennes entreprises

<sup>(35)</sup> Loi portant sur l'accélération et la simplification de l'action publique

### Projet de loi Asap<sup>(35)</sup> : amendement refusé sur le changement d'assurance emprunteur à tout moment



Le 21 octobre, en Commission mixte paritaire, les parlementaires n'ont pas voté l'amendement qui autorisait les emprunteurs à changer d'assureur à tout moment pour leur crédit immobilier, plutôt qu'à la date anniversaire de leur contrat. Cette mesure avait été votée par l'Assemblée contre l'avis du Gouvernement, dans le cadre du projet de loi dit "Asap" qui rassemble une série de simplifications administratives.

### Une reprise économique mondiale « longue et difficile »



Selon les dernières prévisions du FMI<sup>(36)</sup> publiées le 13 octobre, la récession mondiale en 2020 sera moins importante que prévu (-4,4 % contre -5,2 % annoncés en juin dernier). La reprise sera, cependant, plus lente en 2021 (5,2 % contre 5,4 % annoncés en juin dernier). Cette révision à la hausse des prévisions pour l'année 2020 s'explique par un rebond plus rapide qu'anticipé au

second trimestre, grâce, notamment, aux plans de soutien massifs des états. La récession devrait atteindre cette année -9,8 % en France, contre une moyenne de -8,3 % dans la zone euro et -4,3 % aux États-Unis. Les économies émergentes devraient, quant à elles, être plus impactées, particulièrement l'Amérique latine et les Caraïbes. Fin 2021, la production de richesse des pays émergents (hors Chine) sera inférieure de 8,1 % à celle de 2019, alors que la perte se limitera à 4,7 % dans les économies avancées. Le FMI appelle les gouvernements à ne surtout pas relâcher les efforts pour

<sup>(36)</sup> Fonds monétaire international

combattre les inégalités et soutenir leurs économies, quitte à « *suspendre temporairement les règles budgétaires* ».

### Estimation des dégâts des inondations dans les Alpes-Maritimes

<sup>(37)</sup> Caisse centrale  
de réassurance



Suite aux inondations meurtrières et dévastatrices qui ont endeuillé le département des Alpes-Maritimes, les assureurs et la CCR<sup>(37)</sup> ont réalisé une première estimation du nombre et du coût des sinistres. Au total, 14 000 déclarations de sinistres devraient être enregistrées pour un coût des dommages assurés qui devrait atteindre 210 M€. Les assureurs et la CCR sont mobilisés pour traiter ces sinistres dans les meilleurs délais. La profession recense déjà 8 250 sinistres. Le coût final estimé de 210 M€ se répartit entre les dégâts causés aux habitations (72 %), aux biens professionnels et agricoles (25 %) et aux automobiles (3 %). Il ne comprend pas les dommages aux infrastructures publiques qui ne sont pas assurés. Ces estimations seront amenées à être réévaluées une fois que l'ensemble des zones sinistrées seront accessibles. Les assureurs ont ainsi rallongé le délai légal de déclaration des sinistres jusqu'au 15 novembre.

### La nouvelle feuille de route du Gouvernement sur la pauvreté



Le 24 octobre, lors d'un déplacement dans un centre d'urgence d'Emmaüs Solidarité dans l'Essonne, Jean Castex, Premier ministre, a présenté différentes mesures pour prévenir et lutter contre la pauvreté. Le Gouvernement ajoute une rallonge de 1,8 Md€ au budget initial de 8 Md€, aux mesures prises pendant la crise (1,5 Md€) et dans le cadre du plan de relance (6 Md€). Le 27 novembre, une nouvelle aide de solidarité de 150 € sera versée aux bénéficiaires du RSA<sup>(38)</sup> et de l'ASS<sup>(39)</sup>, ainsi que 100 € supplémentaires par enfant et pour les foyers percevant les APL<sup>(40)</sup>. En tout, plus de 4 millions de foyers seront concernés. Les jeunes de moins de 25 ans non-étudiants percevant les allocations logement et les boursiers de l'enseignement supérieur recevront un soutien de 150 €.

<sup>(38)</sup> Revenu de solidarité active  
<sup>(39)</sup> Allocation de solidarité  
spécifique  
<sup>(40)</sup> Aide personnelle  
au logement

### France Relance : un site internet dédié



Dans un courrier adressé le 23 octobre à la FFA, Bruno Le Maire, Ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, demande à la fédération de faire la promotion du site internet [planderelance.gouv.fr](http://planderelance.gouv.fr) auprès de ses adhérents, de ses collaborateurs et plus généralement de l'ensemble de son réseau. Ce site centralise l'ensemble des dispositifs du plan de relance et facilite leur accès ainsi que leur compréhension auprès des Français, des chefs d'entreprise, des collectivités locales ou des administrations. Le plan de relance de 100 Md€ doit permettre à la France de retrouver d'ici deux ans son niveau économique d'avant la crise.

## ACTUS GROUPE

### Cancer du sein : les différents partenariats du Groupe



La 27<sup>e</sup> édition d'Octobre rose, qui a débuté il y a quelques jours, est l'occasion de revenir sur les différents partenariats d'AG2R LA MONDIALE en faveur de la lutte contre le cancer du sein. En matière de recherche, il soutient le projet de l'association

Prolific, dont l'objectif est de mettre au point et de tester une alternative à la chimiothérapie pour les personnes non réceptives à ce traitement. Avec l'Institut du cancer de Montpellier (ICM), AG2R LA MONDIALE vient de signer une convention pour le projet « NovaSein ». Ce programme multidisciplinaire a l'ambition de réinventer l'accompagnement des femmes traitées pour un cancer du sein à l'ICM, en intégrant les soins dits de « support » dès le début de leur parcours, pendant les traitements mais aussi tout au long de l'après-cancer. Dans cette logique d'accompagnement, le Groupe et l'association Tout le monde contre le cancer proposent aux malades hospitalisés et à leurs familles de faire une pause : la caravane L'Échappée rose sillonne ainsi la France avec, à son bord, un institut de bien-être. Enfin, pour les personnes en rémission, AG2R LA MONDIALE est partenaire de deux associations organisant des séjours thérapeutiques post-cancer : Passage en Vercors et Maison de la vie.

### Bilan de la sixième édition des Rendez-vous de la retraite



Du 12 au 17 octobre se sont tenus les Rendez-vous de la retraite auxquels le Groupe a pris part. La mobilisation des Cicas<sup>(41)</sup>, des CRC<sup>(42)</sup> et des GPS<sup>(43)</sup> a permis à 17 000 clients d'obtenir des réponses à leurs questions. Malgré le contexte actuel, plus de

20 000 personnes ont été reçues en lieu d'accueil et plus de 10 000 ont échangé par téléphone avec un conseiller.

### Assemblées générales de la MNSPF<sup>(44)</sup>, de l'Œuvre des pupilles et orphelins et de la FNSPF<sup>(45)</sup>



Le 16 octobre s'est tenue l'Assemblée générale de la MNSPF présidée par le Colonel Alain Boulou à la Maison des sapeurs-pompiers, rue Bréguet à Paris, siège de la mutuelle. Accueillis par le Colonel Grégory Allione, Président de la FNSPF, André Renaudin et Serge Toniet étaient présents pour rappeler la fierté du Groupe d'être aux côtés des sapeurs-pompiers au quotidien depuis maintenant cinq ans. L'après-midi se sont déroulées successivement l'Assemblée générale de l'Œuvre des pupilles et orphelins

au cours de laquelle son premier Vice-président, le Colonel Yves Daniel, a

(41) Centres d'information, de conseil et d'accueil des salariés

(42) Caisse de retraite complémentaire

(43) Groupe de protection sociale

(44) Mutuelle nationale des sapeurs-pompiers de France

(45) Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France

reçu la médaille de la Sécurité intérieure, et l'Assemblée générale de la Fédération au cours de laquelle le Président Allione a exposé le rôle, le dévouement et l'action des sapeurs-pompiers. Impossible de ne pas penser aux deux sapeurs-pompiers, victimes des crues de début octobre dans les Alpes-Maritimes, dont seul le corps de l'un a été retrouvé.

(En photos : de gauche à droite, le Colonel Alain Boulou et le Colonel Yves Daniel)

<sup>(46)</sup> Union départementale  
des sapeurs-pompiers

### Partenariat avec l'UDSP<sup>(46)</sup> 83



Le partenariat national d'AG2R LA MONDIALE avec la FNSPF se décline localement, à l'image de la convention signée par Caroline Bruynoghe, Directrice régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse, avec l'UDSP 83. Cette convention, engagée sous la direction de Stéphane Bauw, permet de proposer aux entreprises clientes du Groupe des

<sup>(47)</sup> Sauveteur secouriste  
du travail

tarifs préférentiels pour leur formations SST<sup>(47)</sup> notamment, et en contrepartie, de donner accès au personnel de l'UDSP à nos produits retraite et autres. AG2R LA MONDIALE soutient également l'équipe cycliste de l'UDSP 83 en fournissant l'équipement à nos couleurs (en photo). Cette équipe participe tout au long de l'année à de nombreuses actions caritatives. Le Groupe a, par ailleurs, cofinancé le poste de secours mobile de l'UDSP 83 qui est présent également l'été sur les plages et dans les événements sportifs, caritatifs et culturels.

### Cercle web aidants : quel programme !



Le programme d'activités Cercle web aidants (100 % digital) sera riche et varié jusqu'à la fin de l'année. En novembre, les participants pourront échanger sur différents thèmes : « Le jour où je ne serai plus proche aidant » (2 novembre), « L'aidance, la famille, les relations, les valeurs, les principes et tout le pataquès » (19 novembre), « Garder mon proche au domicile, le confier à une institution. Qui d'entre nous doit faire le choix ? » (30 novembre) ; en décembre, le 17, sur le thème de la « Pudeur : l'intimité du corps de celle ou celui que vous accompagnez. Désir : vous en avez encore ? ». À noter, le 23 novembre et le 21 décembre, deux rencontres « Spéciale invités » en fonction des attentes exprimées lors des sessions.

### « Aidance et emploi » : résultats du premier chantier



Mené entre septembre 2018 et juillet 2020, le premier chantier du projet « Aidance et emploi » d'AG2R LA MONDIALE, en partenariat avec l'Association française des aidants, consistait en une étude universitaire. Six étudiants en Master de psychologie sociale parcours Représentations

sociales, pratiques et interventions de l'Université de Bretagne, ont conduit

une approche psychosociale des parcours et trajectoires de proches aidants, sur la base de 24 témoignages. Les résultats de l'étude ont été restitués lors d'un colloque en présence de Brigitte Pisa, Présidente de l'Association sommitale AG2R LA MONDIALE. Un second chantier a été lancé en juillet dernier : il porte sur la valorisation des compétences acquises par les proches aidants dans le cadre d'une démarche d'accès à l'emploi. L'Association française des aidants est de nouveau partenaire du Groupe, et le Cercle vulnérabilités et société s'associe à leur démarche.

Pour lire le résultat de l'étude, [cliquez ici](#).  
 Pour visionner la vidéo associée, [cliquez là](#).

### Dixième petit déjeuner Culture Branches



Le 16 octobre s'est tenu pour la première fois, à distance, le dixième petit déjeuner Culture Branches sur le thème de la RSE, abordé sous l'angle des nouveaux modes de travail et des mobilités durables. Alexandre Gaertner, Directeur adjoint de la Direction des accords de branches d'AG2R LA MONDIALE, l'a souligné

en introduction : le développement du télétravail et de la mobilité, en lien direct avec la crise actuelle, nous questionne sur la santé des salariés et la prévoyance. Dans un premier temps, Lydie Recorbet, Chargée de mission RH & RSE à l'Orse<sup>(48)</sup>, a analysé les leçons à retenir de la crise sanitaire. Ensuite, Anthony Ratier, Responsable des droits humains au sein de Global Compact France, est revenu sur les grands enjeux fixés par l'association (initiée par les Nations unies) en matière de développement durable. Lors de la table ronde qui a suivi, Virgile Caillet, Délégué général à l'Union Sport & Cycle, Jean-Luc Rathipanya, Négociateur CFE-CGC<sup>(49)</sup> de la Fédération sécurité sociale pour les organismes de sécurité sociale, et Xavier Burot, Secrétaire fédéral à la Fédération CGT<sup>(50)</sup> des Sociétés d'études, ont apporté leur contribution de terrain à ces échanges. En conclusion de cette matinée riche d'enseignements, Delphine Lalu, Directrice de la RSE et des fondations du groupe AG2R LA MONDIALE, a insisté, au vu des bouleversements en cours, sur le besoin accru de collectif. Elle propose d'élargir aux territoires, et non plus seulement à la branche, le champ de la mutualisation et du dialogue social.

<sup>(48)</sup> Observatoire de la RSE

<sup>(49)</sup> Confédération française de l'encadrement-Confédération générale des cadres

<sup>(50)</sup> Confédération générale du travail

### Lancement de la deuxième édition du concours national « Madame Artisanat »



CMA France, en partenariat avec AG2R LA MONDIALE, vient de lancer la deuxième édition du concours national « Madame Artisanat » destiné à valoriser la place des femmes chefs d'entreprise artisanale, les collaboratrices et les apprenties pour leur contribution à l'économie de proximité. Les candidates doivent déposer leur dossier avant le 29 janvier dans l'une des trois catégories : le

(51) Centre de formation  
d'apprentis

(52) Chambre des métiers  
et de l'artisanat

Trophée Madame Artisanat (qui récompense une femme chef d'entreprise depuis au moins trois ans ou toute entrepreneuse ayant finalisé le rachat d'une entreprise), le Trophée Madame Apprentie (qui récompense une apprentie en formation dans un CFA<sup>(51)</sup> du réseau des CMA<sup>(52)</sup>) et le Trophée Madame Engagée (qui valorise des projets audacieux, porteurs de l'économie de demain dans des domaines tels que l'innovation, le numérique, l'économie sociale et solidaire, ou ayant un impact positif sur leur territoire ; concerne toute entreprise qui place l'efficacité économique de son projet au service de l'intérêt général (dimension sociale, solidaire ou environnementale). La remise des prix aura lieu le 3 mars 2021 à CMA France.

### Cinquièmes Assises nationales du vieillissement



Les 20 et 21 octobre s'est tenu à Troyes le premier rassemblement de la rentrée sur le bien-vieillir et la Silver économie : les Assises nationales du vieillissement dont AG2R LA MONDIALE était partenaire premium. 20 conférences ont eu lieu

autour de trois thèmes : l'innovation, la réforme et la prévention. Trois parcours de participations étaient proposés en fonction de la cible. Le Groupe était présent sur un stand qui a valorisé deux partenaires : Cottos médical avec le vélo connecté Cycleo, et Solinnov avec le dispositif Proxy. Romain Ganneau, Responsable du département initiatives sociales au sein de la Direction des activités sociales, a animé un atelier sur l'engagement d'AG2R LA MONDIALE dans la Silver économie avec la démarche Usages et autonomie.

### Vill@ge Bien-Être connecté en partenariat avec @HappyVisio



Du 26 au 30 octobre, AG2R LA MONDIALE propose chaque jour des conférences vidéo de moins d'une heure sur le site <https://www.happyvisio.com/> portant sur la prévention santé à

destination des seniors (60/65 ans) et des aidants, clients d'AG2R Agirc-Arrco ou AG2R Prévoyance. Objectif : réveiller l'envie de prendre soin de soi et de se maintenir en forme, de manière conviviale et ludique. Ce Vill@ge Bien-Être connecté a été inauguré en compagnie de Romain Bardet de l'équipe cycliste AG2R LA MONDIALE, et d'Éric Sanchez, Directeur de la valorisation et des initiatives sociales.

### Visite de la cathédrale de Chartres



Le 16 octobre, à l'initiative de l'association Chartres, Sanctuaire du monde, à laquelle la Fondation pour la Vitalité artistique apporte son soutien pour la restauration de deux ensembles de vitraux du transept sud (baies 126 et 34), les administrateurs de la Fondation ont pu bénéficier d'une visite commentée de la

cathédrale de Chartres. Ainsi, aux côtés d'Anne-Marie Palluel, Vice-

présidente de l'association, étaient présents Pierre Martin et Sylvio Ciccotelli, Président et Vice-président de la Fondation, Vincent Bouvet, Guy Cabella, Jean-Pierre Carli, Robert Fohr, Marie-Cécile Lecerf, Marcel Lericolais, Grégory Marmet, Gérard Ménéroud, Alain Molina, Nicolas Neumann, Jacques Rigolot et Gilles Wolkowitsch, membres du Conseil d'Administration. Alain Pichard, Directeur régional Centre-Touraine, a également pris part à l'événement. Ce projet de restauration illustre l'engagement de la Fondation pour la vitalité artistique pour la valorisation du patrimoine comme des métiers d'art.

(En photo : Administrateurs présents à l'événement)

### **Inauguration de l'exposition « Destins de cirque » soutenue par la Fondation pour la Vitalité artistique**



Le 24 octobre a eu lieu l'inauguration de l'exposition « Destins de cirque », à la Saline royale d'Arc-et-Senans dans le Doubs. Pierre Martin, Président de la Fondation pour la Vitalité artistique, est intervenu lors de cet événement. Il était accompagné par Sylvie Barthen, Directrice régionale Bourgogne-Franche-Comté et correspondante de la Fondation

<sup>(53)</sup> Conseil social et territorial  
retraite

en région, ainsi que par Jean-Paul Koehrer, Président du CSTR<sup>(53)</sup> Agirc-Arrco de Bourgogne-Franche-Comté, et Denise Paul, Présidente de la Commission régionale prévoyance de Bourgogne-Franche-Comté. Cette exposition présente les destins de femmes et d'hommes du cirque, entre ombres et lumières, grâce aux collections exceptionnelles du Docteur Alain Frère, et du Mucem<sup>(54)</sup> de Marseille. En portant un regard sur les artistes circassiens qui ont poésifié et fasciné le monde depuis 1768, elle entend rendre hommage aux grandes personnalités du cirque via des affiches, gravures originales, costumes ou encore instruments de musique, mis en scène sous la forme de huit cabinets de curiosités. Cette évocation de l'art du cirque du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours s'illustre notamment à travers les portraits de Madame Saqui, célèbre danseuse de corde, de Grock, le plus grand clown musical du XX<sup>e</sup> siècle, du trio Fratellini ou encore des sœurs Vesque et de leurs fabuleux dessins aquarellés sur les spectacles et les artistes de cirque. Plus largement, la Saline royale d'Arc-et-Senans consacre l'ensemble de sa programmation 2020 au monde du cirque. Ainsi, après le chapitre intitulé « Le Cirque Plume, l'éternité du saut périlleux », déjà accompagné par la Fondation, l'exposition « Destins de cirque » constitue le second temps de la rétrospective « Le Cirque, c'est la nostalgie du Paradis », présentée depuis le mois de juin.

<sup>(54)</sup> Musée des civilisations de  
l'Europe et de la Méditerranée

(En photo : de gauche à droite : Denise Paul, Pierre Martin, Sylvie Barthen et Jean-Paul Koehrer)

## Inauguration de la cinquième édition du Festival ; Viva Villa ! en Avignon, soutenue par le Groupe



La soirée des Mécènes du Festival ; Viva Villa ! s'est tenue le 24 octobre, à la Collection Lambert en Avignon. Accueillis par Simon Garcia, Secrétaire général de la Villa Médicis, Caroline Bruynoghe, Directrice régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse, ainsi que Gaby Soustelle, Vice-Président du CSTR en Région Provence-

Alpes-Côte d'Azur et Corse, ont pu assister au concert donné au Théâtre du Balcon. À ce moment a succédé une visite privée de l'exposition, commentée par les artistes en résidence et par Cécile Debray, Commissaire de l'édition, par ailleurs Directrice du Musée de l'Orangerie à Paris. Le Festival ; Viva Villa !, soutenu par AG2R LA MONDIALE depuis 2017, s'impose comme un tremplin pour les jeunes artistes qu'il présente. Architectes, peintres ou compositeurs, designers, cinéastes, plasticiens ou encore écrivains, l'opportunité est donnée à chacun d'offrir le fruit de sa réflexion sur son propre quotidien. Il prend cette année un nouveau format et se développera, outre à la Collection Lambert jusqu'au 3 janvier 2021, dans un second lieu emblématique de la Région Sud au mois d'octobre 2020 : le Frac<sup>(55)</sup> Provence Alpes Côte d'Azur. Créé en 2016 à l'initiative de la Casa de Velázquez à Madrid, la Villa Kujoyama à Kyoto et l'Académie de France à Rome - Villa Médicis, ; Viva Villa ! invite chaque année son public à découvrir les artistes, créateurs et chercheurs en résidence des trois institutions, afin de lui donner à voir un aperçu vivant de la création contemporaine.

(En photo : de gauche à droite : Simon Garcia, Caroline Bruynoghe et Cécile Debray)

<sup>(55)</sup> Fonds régional d'art contemporain

## NOMINATION



**Emmanuel Moulin**, Directeur du cabinet de Bruno Le Maire, a été nommé à la tête de la Direction générale du Trésor. Il succède à Odile Renaud-Basso élue en octobre, Dirigeante de la Berd<sup>(56)</sup>. Diplômé de Sciences Po, de l'Essec<sup>(57)</sup> et ancien élève de l'Ena<sup>(58)</sup>, Emmanuel Moulin a occupé des fonctions dirigeantes au sein de la banque d'affaires italienne Mediobanca et d'Eurotunnel. Il avait également été numéro deux du cabinet de Christine Lagarde au ministère de l'Économie, puis conseiller économique du Président de la République, Nicolas Sarkozy.

<sup>(56)</sup> Banque européenne pour la reconstruction et le développement  
<sup>(57)</sup> École supérieure des sciences économiques et commerciales  
<sup>(58)</sup> École nationale d'administration

## CYCLISME

### 103<sup>e</sup> édition du Giro



Du 3 au 25 octobre s'est disputé le Tour d'Italie 2020. Andrea Vendrame a fini sixième de la sixième étape. La septième étape a été malheureuse pour Tony Gallopin qui s'est fracturé le poignet gauche. Le lendemain, c'est Ben Gastauer qui se fracturait la clavicule gauche. Le parcours de l'équipe cycliste AG2R LA MONDIALE a connu jour meilleur lors de la neuvième étape : Larry Warbasse a terminé cinquième (en photo). Belles performances également du côté d'Andrea Vendrame et Geoffrey Bouchard, qui sont arrivés respectivement à la sixième et septième place lors de la 16<sup>e</sup> étape.

### Oliver Naesen, septième sur le Tour des Flandres



Le 18 octobre, Oliver Naesen a terminé septième du Tour des Flandres. *« Cela a été une belle course comme d'habitude, commente le cycliste de l'équipe cycliste AG2R LA MONDIALE. J'ai tout fait pour monter sur le podium, mais je n'ai pas réussi. Il m'a manqué 500 mètres, quand le groupe m'a repris. Jusque-là, je pensais vraiment terminer troisième. »*

### Clément Champoussin, dixième sur la troisième étape de la Vuelta a Espana



Le 22 octobre, Clément Champoussin s'est placé dixième de la troisième étape de la Vuelta a Espana. *« Très belle dixième place de Clément pour son troisième jour de course sur son premier grand tour. Il arrive avec les meilleurs, il a attaqué, peut-être un peu tôt, mais il a osé sans complexes devant les grands noms du cyclisme présents sur cette Vuelta a Espana. Cette performance récompense le travail de l'équipe »,* a commenté Stéphane Goubert, un des Directeurs sportifs de l'équipe cycliste.

### Ben O'Connor, nouvelle recrue



L'Australien Ben O'Connor rejoint l'équipe AG2R CITROËN TEAM pour la saison 2021. Il a remporté en solitaire la 17<sup>e</sup> étape du Giro d'Italia cette semaine. *« Je vais découvrir une nouvelle culture, des nouveaux coéquipiers, une façon de courir différente. Je sais que cela va être très enrichissant et je pourrais progresser avec des coureurs expérimentés. Avec l'arrivée de Citroën, je sais que l'équipe a de grandes ambitions pour le futur et je suis fier d'en faire partie »,* a déclaré le jeune coureur de 24 ans.

## ODD : les 17 objectifs des Nations unies



### 17• Partenariats pour la réalisation des objectifs

L'objectif 17 fixé par le Global Compact, est de renforcer et de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement et le revitaliser.

La grande ambition des ODD s'articule autour d'une coopération et de partenariats mondiaux solides. Des partenariats inclusifs sont nécessaires pour un programme de développement durable réussi. Ces partenariats construits sur des principes et des valeurs, une vision commune et des objectifs communs qui placent les peuples et la planète au centre, sont nécessaires au niveau mondial, régional, national et local.

De nombreux pays ont besoin de l'aide publique au développement pour soutenir leur croissance et leur commerce. Pourtant, les flux d'aide sont en baisse et de nombreux pays donateurs ne respectent pas leurs engagements en matière de financement du développement.

En raison de la pandémie de COVID-19, l'économie mondiale devrait connaître une forte contraction de 3 % en 2020, sa pire récession depuis la Grande Dépression.

Une coopération internationale forte est plus que jamais nécessaire pour garantir à tous les pays les moyens de se remettre de la pandémie, de reconstruire mieux et d'atteindre les objectifs de développement durable.

Voici les cibles du Global Compact pour atteindre l'objectif :

#### Finances

- améliorer, notamment grâce à l'aide internationale aux pays en développement, la mobilisation de ressources nationales en vue de renforcer les capacités nationales de collecte de l'impôt et d'autres recettes ;
- faire en sorte que les pays développés honorent tous leurs engagements en matière d'aide publique au développement, notamment celui pris par nombre d'entre eux de consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide aux pays en développement et entre 0,15 % et 0,20 % à l'aide aux pays les moins avancés, les bailleurs de fonds étant encouragés à envisager de se fixer pour

objectif de consacrer au moins 0,20 % de leur revenu national brut à l'aide aux pays les moins avancés ;

- mobiliser des ressources financières supplémentaires de diverses provenances en faveur des pays en développement ;
- aider les pays en développement à assurer la viabilité à long terme de leur dette au moyen de politiques concertées visant à favoriser le financement de la dette, son allègement ou sa restructuration, selon le cas, et réduire le surendettement en réglant le problème de la dette extérieure des pays pauvres très endettés ;
- adopter et mettre en œuvre des dispositifs visant à encourager l'investissement en faveur des pays les moins avancés.

### **Technologie**

- renforcer l'accès à la science, à la technologie et à l'innovation et la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et la coopération triangulaire régionale et internationale dans ces domaines et améliorer le partage des savoirs selon des modalités arrêtées d'un commun accord, notamment en coordonnant mieux les mécanismes existants, en particulier au niveau des organismes des Nations unies, et dans le cadre d'un mécanisme mondial de facilitation des technologies ;
- promouvoir la mise au point, le transfert et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement en faveur des pays en développement, à des conditions favorables, y compris privilégiées et préférentielles, arrêtées d'un commun accord ;
- faire en sorte que la banque de technologies et le mécanisme de renforcement des capacités scientifiques et technologiques et des capacités d'innovation des pays les moins avancés soient pleinement opérationnels d'ici à 2017 et renforcer l'utilisation des technologies clefs, en particulier de l'informatique et des communications.

### **Renforcement des capacités**

- apporter, à l'échelon international, un soutien accru pour assurer le renforcement efficace et ciblé des capacités des pays en développement et appuyer ainsi les plans nationaux visant à atteindre tous les objectifs de développement durable, notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

### **Commerce**

- promouvoir un système commercial multilatéral universel, réglementé, ouvert, non discriminatoire et équitable sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce, notamment grâce à la tenue de négociations dans le cadre du Programme de Doha pour le développement ;
- accroître nettement les exportations des pays en développement, en particulier en vue de doubler la part des pays les moins avancés dans les exportations mondiales d'ici à 2020 ;
- permettre l'accès rapide de tous les pays les moins avancés aux marchés en franchise de droits et sans contingent, conformément aux décisions de l'Organisation mondiale du commerce, notamment en veillant à ce que les règles préférentielles applicables aux importations provenant des pays les

moins avancés soient transparentes et simples, et facilitent l'accès aux marchés.

### **Questions structurelles**

#### *Cohérence des politiques et des structures institutionnelles*

- renforcer la stabilité macroéconomique mondiale, notamment en favorisant la coordination et la cohérence des politiques ;
- renforcer la cohérence des politiques de développement durable ;
- respecter la marge de manœuvre et l'autorité de chaque pays en ce qui concerne l'élaboration et l'application des politiques d'élimination de la pauvreté et de développement durable.

#### *Partenariats multipartites*

- renforcer le partenariat mondial pour le développement durable, associé à des partenariats multipartites permettant de mobiliser et de partager des savoirs, des connaissances spécialisées, des technologies et des ressources financières, afin d'aider tous les pays, en particulier les pays en développement, à atteindre les objectifs de développement durable ;
- encourager et promouvoir les partenariats publics, les partenariats public-privé et les partenariats avec la société civile, en faisant fond sur l'expérience acquise et les stratégies de financement appliquées en la matière.

#### *Données, suivi et application du principe de responsabilité*

- d'ici à 2020, apporter un soutien accru au renforcement des capacités des pays en développement, notamment des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, l'objectif étant de disposer d'un beaucoup plus grand nombre de données de qualité, actualisées et exactes, ventilées par niveau de revenu, sexe, âge, race, appartenance ethnique, statut migratoire, handicap et emplacement géographique, et selon d'autres caractéristiques propres à chaque pays ;
- d'ici à 2030, tirer parti des initiatives existantes pour établir des indicateurs de progrès en matière de développement durable qui viendraient compléter le produit intérieur brut, et appuyer le renforcement des capacités statistiques des pays en développement.

Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).

---

**L'engagement d'AG2R LA MONDIALE** correspondant à ce 17<sup>e</sup> objectif se retrouve dans les actions menées en étroite collaboration avec les branches professionnelles et les acteurs de l'économie sociale et solidaire.

---

*Pour rappel, le Global Compact est un mouvement international d'entreprises (13 000) engagées pour le respect des dix principes du Pacte mondial et des 17 ODD.*

## Agenda

**2-6 novembre** : Semaine de la prévention organisée par l'Agirc-Arrco. Cinq jours, cinq thèmes : la gestion du stress, le lien social, le sommeil, la nutrition et l'activité physique.

**2-9 novembre** : Semaine de la finance solidaire.

**4-5 novembre** : Open Agrifood dont AG2R LA MONDIALE est partenaire.

**5 novembre** : Lancement du Forum juridique de branches (à destination des juristes des fédérations). Siège boulevard Malesherbes (9h30-14h).

**6 novembre** : Forum numérique et pratiques innovantes au service des déficients visuels dans les locaux d'AG2R LA MONDIALE (boulevard Brune) en présence de Cédric O, Secrétaire d'État chargé du Numérique, et de Charles-Pierre Astolfi, Secrétaire général du Conseil national du Numérique.

**12-19 novembre** : Semaine de la dénutrition dont AG2R LA MONDIALE est partenaire.

<sup>(59)</sup> Union de groupe mutualiste

**17 novembre** : 5<sup>e</sup> édition de la conférence de l'UGM<sup>(59)</sup> de la Fonction publique d'AG2R LA MONDIALE sur le thème « Fonction publique : d'une mort annoncée à la refondation ».

**18 novembre** : Événement retraite/épargne retraite.

**19 novembre** : Cérémonie des 40 ans du journal *Alternatives économiques* à Paris.

**23 et 24 novembre** : 14<sup>e</sup> édition du Défi autonomie à Saint-Étienne, en partenariat avec AG2R LA MONDIALE.

**24 et 25 novembre** : 8<sup>e</sup> Congrès international iCEPS 2020 à Toulouse, où le Groupe aura un stand. Le thème : « Prévenir et soigner les douleurs avec des interventions non médicamenteuses ».

**27 et 28 novembre** : 5<sup>e</sup> édition des Journées de l'économie autrement à Dijon.

**2-3 décembre** : 2<sup>e</sup> édition du Forum des filières d'excellence et des écosystèmes territoriaux à l'occasion duquel AG2R LA MONDIALE remettra le Trophée « Engagement sociétal entreprise en faveur du bien vieillir ».

**3 décembre** : Les Entretiens Alzheimer organisés à Bordeaux avec la Fondation recherche Alzheimer.

**4 décembre** : Remise du prix 2020 de la Fondation d'entreprise AG2R LA MONDIALE à Montholon.

**5 décembre** : Journée mondiale du bénévolat.

**8-9 décembre** : Marathon budgétaire.

**10 décembre** : Rencontre des branches : Questionnement sur le rôle des branches. Locaux de Montholon (9h-14h).

**3 mars 2021** : Remise des Trophées « Madame Artisanat » à CMA France.

**5 mars 2021** : Rencontre des branches : cinquième branche de la Sécurité sociale.

Crédits photos : tous droits réservés/Getty Images/Xavier Renaud/Louise Quignon